

Convention collective

IDCC : 9231. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES
ET ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
(CREUSE)**

(27 octobre 1993)

(Etendue par arrêté du 18 février 1994,
Journal officiel du 2 mars 1994)

AVENANT N° 23 DU 16 JUILLET 2007

NOR : *AGRS0897021M*

IDCC : *9231*

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;
La fédération départementale des jeunes agriculteurs ;
La fédération départementale des CUMA ;
La fédération départementale des entrepreneurs de travaux agricoles et
ruraux,

D'une part, et

L'union départementale CFDT ;
L'union départementale CFTC ;
L'union départementale CGT ;
L'union départementale FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le paragraphe *c* du point 1 de l'article 33.1 de la convention collective
départementale des exploitations agricoles et des entreprises de travaux agri-
coles et ruraux de la Creuse :

« *c*) L'indemnité frais d'obsèques :

En cas de décès du salarié, une indemnité frais d'obsèques est versée d'un
montant égal à 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale en vigueur à
la date du décès, soit 2 682 € pour l'année 2007.

Toutes les questions qui ne trouveraient pas leur réponse dans le texte de la présente convention collective devront être examinées à la lumière du règlement Agri Prévoyance, annexé à l'accord d'adhésion du 27 mars 2007. »

est annulé et remplacé par :

« c) L'indemnité frais d'obsèques :

En cas de décès du conjoint non séparé de corps ou, à défaut, du concubin, ou des enfants à charge d'un participant non retraité, une indemnité frais d'obsèques, d'un montant égal à 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale en vigueur à la date du décès, soit 2 682 € pour l'année 2007, est attribuée au participant non retraité à la condition qu'il ait supporté lui-même les frais d'obsèques.

Toutes les questions qui ne trouveraient pas leur réponse dans le texte de la présente convention collective devront être examinées à la lumière du règlement Agri Prévoyance, annexé à l'accord d'adhésion du 27 mars 2007. »

Les dispositions du présent accord prennent effet à compter du 1^{er} juillet 2007.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui a été déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Creuse, cité administrative, à Guéret.

Fait à Guéret, le 16 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)